

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Annie Germain, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

 Date

2019-05-14

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Constant

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les états financiers consolidés incluaient la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges du partenariat auquel elle participait pour les services de transport en commun du Conseil intermunicipal de transport Roussillon dans une proportion de 28,53 %. La quote-part dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges s'élevait à 0 \$, 0 \$, 152 722 \$ et 1 285 246 \$ respectivement. Cette quote-part était établie à partir d'informations internes qui n'avaient pas fait l'objet d'un audit. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus de services rendus, aux charges de transport, à l'excédent et aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, aux actifs financiers, aux actifs non financiers, aux passifs et à l'excédent accumulé au 31 décembre 2017.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R.L. 1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby

DATE 2019-05-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	33 168 770	33 450 706	32 365 710
Compensations tenant lieu de taxes	2	363 633	428 026	372 653
Quotes-parts	3		267 556	290 349
Transferts	4	876 393	2 214 011	4 789 989
Services rendus	5	3 670 223	1 542 418	1 827 449
Imposition de droits	6	1 793 064	2 254 374	2 008 453
Amendes et pénalités	7	4 153 840	1 652 977	1 596 332
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	237 794	327 692	305 317
Autres revenus	10	2 131 572	3 813 012	340 393
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	46 395 289	45 950 772	43 896 645
Charges				
Administration générale	14	6 711 848	7 666 937	7 062 021
Sécurité publique	15	12 089 610	9 533 851	9 180 882
Transport	16	9 580 034	11 196 505	10 440 640
Hygiène du milieu	17	6 331 126	7 388 701	7 551 170
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 403 566	1 186 705	1 205 356
Loisirs et culture	20	5 109 359	6 002 280	6 249 738
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 653 682	1 627 423	981 587
Effet net des opérations de restructuration	23			421 473
	24	42 879 225	44 602 402	43 092 867
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 516 064	1 348 370	803 778
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		107 095 860	106 292 082
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		107 095 860	106 292 082
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		108 444 230	107 095 860

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 797 657	785 235
Débiteurs (note 5)	2	14 379 900	15 176 604
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	369 404	382 616
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	40 800	42 000
Autres actifs financiers (note 9)	7	22 041	
	8	<u>16 609 802</u>	<u>16 386 455</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	215 056	
Emprunts temporaires (note 10)	10	16 456 920	4 989 365
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 235 898	9 829 044
Revenus reportés (note 12)	12	1 808 439	1 584 336
Dette à long terme (note 13)	13	52 254 314	38 649 706
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 230 064	1 101 472
	15	<u>80 200 691</u>	<u>56 153 923</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(63 590 889)</u>	<u>(39 767 468)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	171 236 831	146 117 739
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	297 614	249 495
Autres actifs non financiers (note 17)	20	500 674	496 094
	21	<u>172 035 119</u>	<u>146 863 328</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>108 444 230</u>	<u>107 095 860</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 516 064	1 348 370	803 778
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	579 640 ) (	31 606 292 ) (	17 289 050)
Produit de cession	3		49 417	10 405
Amortissement	4	578 654	6 477 866	5 696 782
(Gain) perte sur cession	5		(40 082)	(8 967)
Réduction de valeur / Reclassement	6			421 473
	7	(986)	(25 119 091)	(11 169 357)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(1)	1
Variation des stocks de fournitures	9		(48 119)	31 066
Variation des autres actifs non financiers	10		(4 580)	134 031
	11		(52 700)	165 098
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 515 078	(23 823 421)	(10 200 481)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(39 767 468)	(29 566 987)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(39 767 468)	(29 566 987)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(63 590 889)	(39 767 468)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 348 370	803 778
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 477 866	5 696 782
Autres			
- Opé. restructuration	3		421 473
- Gain cession et réd. valeur	4	3 403	18 865
	5	7 829 639	6 940 898
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	796 704	(629 474)
Autres actifs financiers	7	(22 041)	
Créditeurs et charges à payer	8	(561 865)	(1 580 213)
Revenus reportés	9	224 103	(8 151)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	129 792	194 591
Propriétés destinées à la revente	11		2
Stocks de fournitures	12	(48 119)	31 066
Autres actifs non financiers	13	(4 580)	133 802
	14	8 343 633	5 082 521
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(32 637 573)	(15 883 445)
Produit de cession	16	49 417	10 405
	17	(32 588 156)	(15 873 040)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(72 960)	(72 960)
Remboursement ou cession	19	42 686	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(30 274)	(72 960)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	22 752 399	12 592 635
Remboursement de la dette à long terme	24	(8 997 786)	(7 197 393)
Variation nette des emprunts temporaires	25	11 467 555	3 432 699
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(150 005)	(68 455)
Autres			
- Autres	27		444
- Découvert transf. RTM	28		295 609
	29	25 072 163	9 055 539
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	797 366	(1 807 940)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	785 235	2 593 175
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	785 235	2 593 175
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 582 601	785 235

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Constant (ci-après la « Ville ») est constituée et régie en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

- Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie	22,04 %
- Régie Intermunicipale de Police Roussillon	23,63 %
- TARSO Inc. (Transport Adapté Rive-Sud Ouest)	25,19 %
- Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine	67,50 %

B) Comptabilité d'exercice*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****a) Actifs financiers***Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Immobilisations*Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures:	20 à 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	6 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers:	5 à 20 ans
Améliorations locatives:	Durée du bail

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

E) Revenus*Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participent la Ville et la Régie intermunicipale de police Roussillon sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c.15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la « Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Régie de Police en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers à la page S24-1.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
 - Avantages sociaux futurs :
 - * Déficit initial au 1er janvier 2007 :
 - Régimes capitalisés et non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - * Coûts liés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - * Perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

3. Modification de méthodes comptables

Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la Ville, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Operations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 442 123	1 280 654
Découvert bancaire	(215 056)	(846 896)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	355 534	351 477
<i>Autres éléments</i>		
-		
-		
-		
-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	1 582 601	785 235
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 797 070	1 632 131
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	6 074 750	3 766 011
Note		
Les placements à court terme sont composés de comptes épargnes portant intérêt aux taux de 1 % et de 1,35 % respectivement.		
	2018	2017
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	1 400 300	801 479
Intérêts reçus au cours de l'exercice	327 692	305 317
5. Débiteurs		
Taxes municipales	1 682 171	1 864 793
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7 231 499	6 433 970
Gouvernement du Canada et ses entreprises	3 234 670	3 743 005
Organismes municipaux	64 433	65 252
Autres		
- Autres	1 446 084	2 216 306
- Droits de mutation	721 043	853 278
	14 379 900	15 176 604
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3 488 018	3 513 537
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	3 488 018	3 513 537
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	758 807	645 295
Note		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette portent intérêt aux taux de 2,76 % et 3,47 % et viennent à échéance au plus tard en 2038.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
Note	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	369 404	382 616
Autres placements	31		
	32	<u>369 404</u>	<u>382 616</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
Note			
Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.			
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(511 985)	(421 038)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(677 279)	(638 434)
	37	<u>(1 189 264)</u>	<u>(1 059 472)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 223 055	1 236 971
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	71 970	66 489
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	116 550	120 469
Régimes de retraite des élus municipaux	42	48 366	48 495
	43	<u>1 459 941</u>	<u>1 472 424</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés à la suite de faits nouveaux, s'il y a lieu, décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La Ville participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. À moins d'une entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou de la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

La Régie intermunicipale de police Roussillon a finalisé des ententes en 2016 pour le régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a eu une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 étant donné qu'elle modifiait les dispositions du régime pour le service crédité à compter du 2 janvier 2014.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	22 041
	46	22 041

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie de marges de crédit pour un montant de 6 000 000 \$ pour les activités de fonctionnement et de 23 712 079 \$ pour les activités d'investissement, pourtant intérêt au taux préférentiel moins 0,3 % (3,65 %; 2,9 % au 31 décembre 2017) et renouvelables en février 2019.

La Régie intermunicipale de police Roussillon bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % (3,8 %, 3,05 % au 31 décembre 2017). Cette marge de crédit est utilisé pour les opérations courantes.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 15 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %; 3,2 % au 31 décembre 2017).

La Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine bénéficie de marges de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ pour les activités de fonctionnement et d'un montant autorisé de 2 093 000 \$ pour les activités d'investissement. Ces marges portent intérêt au taux préférentiel (3,95 %) et sont renouvelables annuellement.

11. Créiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 780 910	4 673 179
Salaires et avantages sociaux	48	1 598 373	1 500 089
Dépôts et retenues de garantie	49	3 213 143	2 515 775
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Canada	53	12 356	14 734
- Gouvernement du Québec	54	28 024	141 135
- Organismes municipaux	55	10 084	436 138
- Intérêts courus	56	381 142	295 032
- Autres courus	57	211 866	252 962
	58	8 235 898	9 829 044

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		45 697
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	548 591	466 741
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	42 631	31 131
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres	68	109 184	84 621
- Organismes consolidés	69	1 108 033	956 146
-	70		
-	71		
	72	1 808 439	1 584 336

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018		2017	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,00	2019	2036
			73	
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	52 689 478			38 934 865
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	(285 159)
			83	
	52 254 314			38 649 706

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	11 487 168	100	109	117	11 487 168
2020	85	93	4 916 671	101	110	118	4 916 671
2021	86	94	7 792 586	102	111	119	7 792 586
2022	87	95	11 723 188	103	112	120	11 723 188
2023	88	96	12 036 838	104	113	121	12 036 838
2024 et +	89	97	4 733 027	105	114	122	4 733 027
	90	98	52 689 478	106	115	123	52 689 478
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	52 689 478	108	116	125	52 689 478

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(63 590 889)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(63 590 889)
		(39 767 468)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	49 257 673	158	2 841 442	185		212	52 099 115
Eaux usées	131	58 737 072	159	3 111 041	186		213	61 848 113
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	62 660 684	160	6 406 283	187		214	69 066 967
Autres	133	15 401 310	161	2 470 201	188	525	215	17 870 986
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	13 902 297	163	11 152 787	190		217	25 055 084
Améliorations locatives	136	1 915 058	164	12 033	191	1 884 160	218	42 931
Véhicules	137	3 456 929	165	1 405 051	192	118 173	219	4 743 807
Ameublement et équipement de bureau	138	3 746 975	166	338 340	193	50 278	220	4 035 037
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 284 855	167	232 972	194	127 133	221	3 390 694
Terrains	140	5 083 321	168	2 621 852	195		222	7 705 173
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>217 446 174</u>	170	<u>30 592 002</u>	197	<u>2 180 269</u>	224	<u>245 857 907</u>
Immobilisations en cours	143	<u>8 029 349</u>	171	<u>1 014 290</u>	198		225	<u>9 043 639</u>
	144	<u>225 475 523</u>	172	<u>31 606 292</u>	199	<u>2 180 269</u>	226	<u>254 901 546</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	14 266 687	173	989 171	200		227	15 255 858
Eaux usées	146	26 101 515	174	1 326 689	201		228	27 428 204
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	17 385 568	175	1 669 038	202		229	19 054 606
Autres	148	5 761 714	176	916 004	203	525	230	6 677 193
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	8 243 659	178	647 375	205		232	8 891 034
Améliorations locatives	151	1 888 710	179	4 292	206	1 884 160	233	8 842
Véhicules	152	1 362 792	180	287 612	207	108 937	234	1 541 467
Ameublement et équipement de bureau	153	2 905 722	181	278 533	208	50 181	235	3 134 074
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 441 417	182	359 152	209	127 132	236	1 673 437
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>79 357 784</u>	184	<u>6 477 866</u>	211	<u>2 170 935</u>	238	<u>83 664 715</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>146 117 739</u>					239	<u>171 236 831</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	500 674	496 094
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	500 674	496 094
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2023, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 25 211 933 \$. Pour pourvoir à ses engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes approximatives suivantes :

2019:	17 359 268 \$
2020:	7 238 796 \$
2021:	304 437 \$
2022:	257 262 \$
2023:	52 070 \$

La Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie s'est engagée à verser un montant de 4 248 288 \$ pour la gérance de l'exploitation des ouvrages de l'assainissement, un montant de 1 925 315 \$ pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues et un montant de 660 186 \$ pour l'achat de produits chimiques. Ces contrats échoient à différentes dates de 2019 à 2023.

La Régie Intermunicipale de Police Roussillon s'est engagée à verser un montant de 392 390 \$ pour la fourniture des uniformes, des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipements. Ces contrats échoient à différentes dates de 2019 à 2023.

Tarso Inc. s'est engagé auprès d'un contrat avec un transporteur échéant en décembre 2021, à verser une somme approximative de 2 772 767 \$ durant cette période.

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 878 152 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 93 962 \$ en 2019, 89 411 \$ en 2020, 84 702 \$ en 2021, 79 829 \$ en 2022 et 74 787 \$ en 2023 et 455 461 \$ pour les années 2024 et suivantes.

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2029, prévoyant la perception de loyers totalisant 5 032 605 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 496 299 \$ en 2019, à 707 793 \$ en 2020, à 712 947 \$ en 2021, à 586 237 \$ en 2022 et à 459 007 \$ en 2023.

La Ville a aussi conclu des conventions de location pour des sites de télécommunications échéant à différentes dates jusqu'en 2026, prévoyant des revenus de loyers totalisant 336 110 \$. Les sommes qui seront perçues au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 61 724 \$ en 2019, à 62 443 \$ en 2020, à 51 176 \$ en 2021, à 41 421 \$ en 2022 et à 32 756 \$ en 2023.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté (MRC) du Roussillon. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 446 923 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 103 604 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 264 000 \$ et 1 919 543 \$ respectivement.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2018, il y a une réclamation en dommages contestée par la Ville qui s'élève à environ 7 200 000 \$. La Ville est couverte par une assurance responsabilité qui assumera les honoraires et les frais engagés. De l'avis de la direction, il est impossible de procéder à une estimation et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de cette réclamation sera imputé aux résultats de l'exercice en cours.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie intermunicipale de police du Roussillon :

- La Régie est poursuivie pour une somme de 515 614 \$ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice. Cette réclamation est entre les mains des assurances de la Régie.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie :

- Une poursuite de 877 785 \$ réclamée par un contracteur pour des coûts additionnels vu la prolongation du chantier. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

- De plus, une poursuite en dommages a été intentée contre la Régie pour le non-paiement des retenues dans le cadre du contrat de biométhanisation. Les retenues à payer réclamées totalisent un montant de 2 370 420 \$ et un montant de 50 000 \$ est également demandé pour les dommages. Au 31 décembre 2018, les états financiers de la Régie incluent un montant de 2 316 960 \$ relativement aux retenues à payer sur ce contrat. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

d) Autres**Griefs**

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Évènement postérieur à la date de la situation financière

Suite à une inspection du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, il a été décidé de suspendre les activités des installations de l'usine de biométhanisation de la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie de manière préventive le 22 mars 2019. La décision a été prise afin de compléter les correctifs exigés par le ministère et qui sont nécessaires au bon fonctionnement de l'usine selon les normes environnementales en vigueur.

Le conseil de la Régie a décidé de réclamer à l'entrepreneur l'ensemble des coûts reliés à cette décision.

26 Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixe à 1 707 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectuées sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Chiffres comparatifs

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	32 365 710	33 168 770	33 450 706		33 450 706
Compensations tenant lieu de taxes	2	372 653	363 633	428 026		428 026
Quotes-parts	3					9 675 494
Transferts	4	246 429	340 523	565 415		363 189
Services rendus	5	750 637	731 446	836 642		705 776
Imposition de droits	6	2 008 453	1 793 064	2 254 374		
Amendes et pénalités	7	774 900	733 840	823 254		829 723
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	282 027	192 794	286 968		40 724
Autres revenus	10	161 022	1 999 522	307 200		(105 916)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	36 961 831	39 323 592	38 952 585		11 508 990
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 268 012		1 285 407		
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17			3 603 367		
Autres	18	61 158		8 361		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	2 329 170		4 897 135		
	21	39 291 001	39 323 592	43 849 720		11 508 990
Charges						
Administration générale	22	6 824 054	6 711 848	7 197 685	469 252	
Sécurité publique	23	7 997 870	8 488 371	8 587 142	1 475	9 180 006
Transport	24	6 282 856	8 633 415	8 273 532	2 307 183	615 790
Hygiène du milieu	25	4 844 375	5 365 441	4 818 435	2 305 700	1 437 732
Santé et bien-être	26					
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 199 004	1 403 566	1 170 271	16 434	
Loisirs et culture	28	5 665 931	5 109 359	5 314 936	687 344	
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	729 391	985 751	1 392 041		235 382
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	5 004 976		5 787 388	(5 787 388)	
	33	38 548 457	36 697 751	42 541 430		11 468 910
Excédent (déficit) de l'exercice	34	742 544	2 625 841	1 308 290		40 080
						1 348 370

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	742 544	2 625 841	1 308 290	40 080	1 348 370
Moins: revenus d'investissement	2	(2 329 170)	()	(4 897 135)	()	(4 897 135)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 586 626)	2 625 841	(3 588 845)	40 080	(3 548 765)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	5 004 976		5 787 388	690 478	6 477 866
Produit de cession	5			30 261	19 156	49 417
(Gain) perte sur cession	6			(23 847)	(16 235)	(40 082)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	5 004 976		5 793 802	693 399	6 487 201
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			42 686		42 686
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	27 832		43 485		43 485
	15	27 832		86 171		86 171
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				24 243	24 243
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 785 386)	(2 627 906)	(2 128 498)	(615 555)	(2 744 053)
	18	(2 785 386)	(2 627 906)	(2 128 498)	(591 312)	(2 719 810)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(792 069)	(558 500)	(659 112)	(153 103)	(812 215)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	248 331		205 366		205 366
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 575 235	1 170 981	1 170 981	294 218	1 465 199
Réserves financières et fonds réservés	22	(715 172)	(610 416)	195 705	(72 204)	123 501
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			316 111	31 265	347 376
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	316 325	2 065	1 229 051	100 176	1 329 227
	26	2 563 747	(2 625 841)	4 980 526	202 263	5 182 789
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	977 121		1 391 681	242 343	1 634 024

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>		<u>Réalisations 2018</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 329 170	4 897 135		4 897 135
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(1 108 654)	(11 860 078)	()	(11 860 078)
Sécurité publique	3	()	(22 130)	(1 183 188)	(1 205 318)
Transport	4	(8 200 209)	(8 086 520)	()	(8 086 520)
Hygiène du milieu	5	(4 755 882)	(5 868 555)	(207 463)	(6 076 018)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(96 448)	(66 609)	()	(66 609)
Loisirs et culture	8	(2 044 467)	(4 311 749)	()	(4 311 749)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(16 205 660)	(30 215 641)	(1 390 651)	(31 606 292)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(72 960)	(72 960)	()	(72 960)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 945 993	15 240 771	1 212 155	16 452 926
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	792 069	659 112	153 103	812 215
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	109 465			
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	604 882	550 392	70 592	620 984
	18	1 506 416	1 209 504	223 695	1 433 199
	19	(7 826 211)	(13 838 326)	45 199	(13 793 127)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(5 497 041)	(8 941 191)	45 199	(8 895 992)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017		2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1			1 797 657	1 797 657
Débiteurs (note 5)	2	10 467 724	10 279 651	4 714 660	14 379 900
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	382 616	369 404		369 404
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	42 000	40 800		40 800
Autres actifs financiers (note 9)	7			22 041	22 041
	8	10 892 340	10 689 855	6 534 358	16 609 802
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	846 896	214 468	588	215 056
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 637 838	15 754 830	702 090	16 456 920
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 001 807	6 416 916	2 433 393	8 235 898
Revenus reportés (note 12)	12	628 190	700 406	1 108 033	1 808 439
Dette à long terme (note 13)	13	32 820 537	45 861 262	6 393 052	52 254 314
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			1 230 064	1 230 064
	15	45 935 268	68 947 882	11 867 220	80 200 691
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(35 042 928)	(58 258 027)	(5 332 862)	(63 590 889)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	132 659 926	157 081 769	14 155 062	171 236 831
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	236 968	284 049	13 565	297 614
Autres actifs non financiers (note 17)	20	373 987	428 456	72 218	500 674
	21	133 270 881	157 794 274	14 240 845	172 035 119
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 750 058	1 707 822	505 043	2 212 865
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 315 968	1 373 537	747 299	2 120 836
Réserves financières et fonds réservés	24	1 167 969	421 873	122 318	544 191
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	(316 111)	(2 049 357)	(2 365 468)
Financement des investissements en cours	26	(8 487 597)	(17 428 789)	210 814	(17 217 975)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	102 481 555	113 777 915	9 371 866	123 149 781
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	98 227 953	99 536 247	8 907 983	108 444 230

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	8 694 332	8 873 079	15 156 819	14 206 374
Charges sociales	2	2 319 464	2 232 100	3 948 686	3 862 163
Biens et services	3	10 044 963	9 808 824	12 282 061	13 187 692
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	865 574	954 375	1 011 591	731 700
D'autres organismes municipaux	5			70 329	63 759
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	120 177	122 555	143 762	110 242
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8		315 111	401 741	75 886
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	14 356 648	14 131 587	4 723 649	4 394 304
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	246 200	226 012	258 370	251 269
Amortissement des immobilisations	14		5 787 388	6 477 866	5 696 782
Autres					
- Autres	15	50 393	90 399	127 528	512 696
-	16				
-	17				
	18	36 697 751	42 541 430	44 602 402	43 092 867

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice 11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	()
	17		
	18		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 212 865	1 950 164
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 120 836	2 200 885
Réserves financières et fonds réservés	3	544 191	1 329 426
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 365 468 ) (	2 193 792)
Financement des investissements en cours	5	(17 217 975)	(8 321 983)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	123 149 781	112 131 160
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	108 444 230	107 095 860
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 707 822	1 750 058
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	505 043	200 106
	11	2 212 865	1 950 164
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	12	1 228 550	1 170 981
- Déneigement	13	144 987	144 987
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 373 537	1 315 968
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
- Régie de Police / Régie eaux	24	747 299	884 917
	25	747 299	884 917
	26	2 120 836	2 200 885
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
- Transport en commun	29		640 177
-	30		
-	31		
	32		640 177
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	299 168	405 089
Organismes contrôlés et partenariats	38	106 299	112 126
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	122 705	122 704
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42	16 019	49 330
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	544 191	689 249
	48	544 191	1 329 426

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite 49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 50 (63 867) (75 306)

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 51 (20 256) (23 831)

Autres 52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 53 (1 166 292) (1 104 331)

54 (1 250 415) (1 203 468)

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement 55 () ()

Assainissement des sites contaminés 56 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert 57 () ()

Autres

- 58 () ()

- 59 () ()

60 (1 250 415) (1 203 468)

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux 61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme 62 () ()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général 63 () ()

Utilisation du fonds de roulement 64 () ()

Mesure relative aux frais reportés 65 () ()

Autres

- 66 () ()

- 67 () ()

68 () ()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ 69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme 70 (24 243) ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS 71 () ()

Autres

- Autre financement (RAEBLP) 72 (790 381) (990 324)

- Quartier de la Gare 73 (316 111) ()

74 (1 130 735) (990 324)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement 75 15 682

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement 76

Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS 77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement 78

Autres

- 79

80 15 682

81 (2 365 468) (2 193 792)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82	878 614	594 597
Investissements à financer	83 (	18 096 589 ) (	8 916 580)
	84	(17 217 975)	(8 321 983)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif

Immobilisations	85	171 236 831	146 117 739
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	369 404	382 616
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	171 606 235	146 500 355
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	171 606 235	146 500 355

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	93 (	52 254 314 ) (	38 649 706)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	435 164 ) (	285 159)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 488 018	3 513 537
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	86 051	61 809
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	790 384	990 324
	98 (	48 325 025 ) (	34 369 195)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	131 429) ()
	100 (	48 456 454 ) (	34 369 195)
	101	123 149 781	112 131 160

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,25 % du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville et des employés ne peuvent être inférieures à 9,25 % du salaire. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final multiplié par le nombre d'années de participation. Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des cinq dernières années de service.

Voir également la note 2 F) et la note 6 des notes complémentaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (421 038)	(274 109)
Charge de l'exercice	4 (1 223 055)	(1 236 971)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 132 108	1 090 042
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(511 985)</u>	<u>(421 038)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 25 845 169	22 778 938
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (27 572 921)	(24 412 558)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 727 752)	(1 633 620)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 215 767</u>	<u>1 212 582</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (511 985)	(421 038)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(511 985)</u>	<u>(421 038)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 25 845 169	22 778 939
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (27 572 921)	(24 412 558)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 727 752)	(1 633 619)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 250 325	2 243 110
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	<u>(39 000)</u>
	20 <u>2 250 325</u>	2 204 110
Cotisations salariales des employés	21 (1 130 286)	(1 111 427)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (63 000)	(70 000)
	23 <u>1 057 039</u>	<u>1 022 683</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 108 868	136 933
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	4 500
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 165 907</u>	<u>1 164 116</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 367 086	1 190 374
Rendement espéré des actifs	33 (1 309 938)	(1 117 519)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 57 148	72 855
Charge de l'exercice	35 <u>1 223 055</u>	<u>1 236 971</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 508 644	1 702 966
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 309 938)	(1 117 519)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 198 706	585 447
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (310 759)	(86 649)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 595 807	760 320
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 24 731 964	23 816 106
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 1 518 277	1 519 707
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 499 261	508 331
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 868 304	1 481 992
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 37	37
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1 54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régie intermunicipale de police Roussillon

L'employeur s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5 % du dernier salaire gagné avant la retraite. L'employeur assume les frais d'assurance-vie de base pour un montant de 25 000 \$ et de l'assurance santé de tout employé cadre retraité au cours de la période pendant laquelle il a droit à la prestation de retraite temporaire (depuis la retraite anticipée jusqu'à la date normale de retraite). Le coût de l'employeur ne devra pas dépasser toutefois celui consenti aux policiers syndiqués.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (638 434)	(590 772)
Charge de l'exercice	56 (71 970)	(66 489)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 33 125	18 827
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(677 279)</u>	<u>(638 434)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (<u>731 614</u>)	(<u>778 561</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (731 614)	(778 561)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>54 335</u>	<u>140 127</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (677 279)	(638 434)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(677 279)</u>	<u>(638 434)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 34 317	33 602
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>34 317</u>	<u>33 602</u>
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 <u>34 317</u>	<u>33 602</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 9 771	10 009
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

Autres

-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	44 088	43 611
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	27 882	22 878
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	27 882	22 878
Charge de l'exercice	87	71 970	66 489

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	76 021	4 766
Prestations versées au cours de l'exercice	92	33 125	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	17	18

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,46 %	3,49 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	3,49 %	2,98 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	6,00 %	10,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	6,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 020	2 020
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 4

Description des régimes et autres renseignements

Les employés permanents de la Ville participent à un REER collectif. La Ville verse 8,5 % qui est le même montant que l'employé.

Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine

Les employés ayant un statut régulier participent au régime de retraite interentreprises à prestations déterminées. Le taux de cotisation salariale du participant est de 9,25 % qui correspond à 50 % de la cotisation totale. Cette cotisation représente 18,5 % de la masse salariale des participants actifs.

Deux employés participent à un REER individuel où l'employeur et l'employé cotisent respectivement jusqu'à concurrence de 8 % et 13 % du salaire de l'employé.

Les employés pompiers participent à un régime de retraite simplifié où l'employeur et l'employé cotisent chacun 5 % du salaire régulier de l'employé.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	
	116 550	120 469

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	
	20	14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixes par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116	<u>14 404</u>	<u>14 390</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	48 366	48 495
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	<u>48 366</u>	<u>48 495</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	24 342 560	24 319 594	23 935 165
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	184 256	187 262	186 964
Activités de fonctionnement	3	475 499	483 256	483 718
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	100 434	122 053	104 461
	9	25 102 749	25 112 165	24 710 308
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 283 231	2 407 099	2 315 778
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	1 923 840	1 933 505	1 572 676
Matières résiduelles	13	2 247 157	2 241 566	2 228 963
Autres				
- Autres	14			22 500
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	120 000	133 683	126 551
Service de la dette	18	1 491 793	1 622 688	1 388 934
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	8 066 021	8 338 541	7 655 402
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	8 066 021	8 338 541	7 655 402
	27	33 168 770	33 450 706	32 365 710

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	8 875	8 875	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	8 875	8 875	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	346 336	400 588	400 588
	36	346 336	400 588	355 356
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	346 336	409 463	409 463
				355 356
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	17 297	18 563	18 563
Taxes sur une autre base				17 297
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	17 297	18 563	18 563
				17 297
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	363 633	428 026	428 026
				372 653

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		6 055	7 191
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	86 575	252 704	112 854
Enlèvement de la neige	59	91 221	93 819	87 167
Autres	60	7 044	6 687	6 324
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			256 181
Transport adapté	62		332 623	240 090
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		21 206	28 751
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	92 100	181 781	1 812
Autres	89	63 583	30 424	38 272
Réseau d'électricité	90			
	91	340 523	565 415	778 642

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	263 550	263 550	381 281
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			73 789
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			8 404
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	573 289	573 289	707 713
Traitement des eaux usées	109	76 454	76 454	2 405 287
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	372 114	372 114	422 607
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	1 285 407	1 285 407	3 999 081

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138		1 828	
Autres	139		1 477	12 266
	140		3 305	12 266
TOTAL DES TRANSFERTS	141	340 523	1 850 822	2 214 011
			2 214 011	4 789 989

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	25 769	43 085	43 085
Traitement des eaux usées	159	20 097	20 493	20 493
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	45 866	63 578	63 578
46 399				
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	45 866	63 578	63 578
46 399				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	49 750	129 199	70 719
	187	49 750	129 199	70 719
Sécurité publique				
Police	188		150 534	117 273
Sécurité incendie	189		121 492	82 445
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192		272 026	199 718
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			339 455
Transport adapté	197			33 735
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201			373 190
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206	15 000	3 440	38 142
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			503 904
	212	15 000	3 440	542 046
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			600
Autres	220			
	221			600
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	168 230	164 195	156 957
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	21 100	27 712	25 455
Autres	224	431 500	448 518	412 365
	225	620 830	640 425	594 777
Réseau d'électricité	226			
	227	685 580	773 064	1 478 840
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	731 446	836 642	1 827 449

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>		
		<u>Budget 2018</u>	<u>Réalisations 2018</u>	<u>Réalisations 2018</u>	<u>Réalisations 2017</u>
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	134 925	193 372	193 372	131 967
Droits de mutation immobilière	230	1 658 139	2 061 002	2 061 002	1 876 486
Droits sur les carrières et sablières	231				
Autres	232				
	233	1 793 064	2 254 374	2 254 374	2 008 453
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	234	733 840	823 254	1 652 977	1 596 332
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	235				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	236	192 794	286 968	327 692	305 317
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	1 849 100	23 847	40 082	8 967
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240		3 603 367	3 603 367	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				
Autres contributions	243				
Redevances réglementaires	244				
Autres	245	150 422	291 714	169 563	331 426
	246	1 999 522	3 918 928	3 813 012	340 393
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	247				

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	689 672	944 499	2 922	947 421	701 171	737 405
Greffé et application de la loi	2	1 028 479	1 036 581	1 853	1 038 434	1 038 434	1 156 687
Gestion financière et administrative	3	2 330 762	2 446 399	171 762	2 618 161	2 618 161	2 207 469
Évaluation	4	299 901	299 525		299 525	299 525	311 949
Gestion du personnel	5	302 465	269 636	26	269 662	269 662	350 984
Autres							
- Autres	6	2 060 569	2 201 045	292 689	2 493 734	2 739 984	2 297 527
-	7						
	8	6 711 848	7 197 685	469 252	7 666 937	7 666 937	7 062 021
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 353 365	5 376 287		5 376 287	6 321 521	6 300 274
Sécurité incendie	10	2 958 256	3 057 942		3 057 942	3 057 942	2 728 657
Sécurité civile	11	36 754	15 742	1 475	17 217	17 217	7 935
Autres	12	139 996	137 171		137 171	137 171	144 016
	13	8 488 371	8 587 142	1 475	8 588 617	9 533 851	9 180 882
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 459 614	1 740 346	301 223	2 041 569	2 041 569	1 193 398
Enlèvement de la neige	15	1 130 829	1 160 422	32 849	1 193 271	1 193 271	1 192 222
Éclairage des rues	16	286 248	298 944	158 065	457 009	457 009	422 316
Circulation et stationnement	17	324 942	352 438	1 783 821	2 136 259	2 136 259	1 739 151
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 884 497	2 676 103		2 676 103	3 291 893	3 922 915
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	2 547 285	2 045 279	31 225	2 076 504	2 076 504	1 970 638
	22	8 633 415	8 273 532	2 307 183	10 580 715	11 196 505	10 440 640

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 107 600	1 153 847		1 153 847	1 009 383
Réseau de distribution de l'eau potable	24	991 053	786 347	1 059 897	1 846 244	1 941 681
Traitement des eaux usées	25	1 190 696	1 190 681		1 190 681	1 469 691
Réseaux d'égout	26	627 468	296 176	1 244 227	1 540 403	1 760 641
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	599 117	519 834	1 576	521 410	562 047
Élimination	28	570 162	494 711		494 711	534 843
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	81 904	90 787		90 787	53 728
Tri et conditionnement	30	20 655	22 896		22 896	13 557
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	160 809	253 853		253 853	178 546
Autres	34					
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	15 977	9 303		9 303	27 053
	40	5 365 441	4 818 435	2 305 700	7 124 135	7 551 170
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 147 646	904 392	16 434	920 826	855 145
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	255 920	265 879		265 879	350 211
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 403 566	1 170 271	16 434	1 186 705	1 205 356

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	480 951	545 493	167 201	712 694	712 694	574 369
Patinoires intérieures et extérieures	54	918 454	1 122 988	100 766	1 223 754	1 223 754	1 243 455
Piscines, plages et ports de plaisance	55	52 335	41 457	29 868	71 325	71 325	85 423
Parcs et terrains de jeux	56	1 658 765	1 479 842	355 576	1 835 418	1 835 418	1 754 855
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	507 061	481 627		481 627	481 627	501 320
	60	3 617 566	3 671 407	653 411	4 324 818	4 324 818	4 159 422
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	375 144	428 860	3 846	432 706	432 706	465 916
Bibliothèques	62	610 587	608 149	30 087	638 236	638 236	1 083 520
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	506 062	606 520		606 520	606 520	540 880
	66	1 491 793	1 643 529	33 933	1 677 462	1 677 462	2 090 316
	67	5 109 359	5 314 936	687 344	6 002 280	6 002 280	6 249 738
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	865 411	954 375		954 375	1 084 189	801 479
Autres frais	70	120 340	122 555		122 555	141 493	104 222
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		(1 000)		(1 000)	85 030	61 232
Autres	72		316 111		316 111	316 711	14 654
	73	985 751	1 392 041		1 392 041	1 627 423	981 587
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							421 473
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		5 787 388	(5 787 388)				

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*


Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 841 442	2 841 442	1 931 003
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		207 463	1 546 279
Conduites d'égout	4	3 111 041	3 111 041	2 105 709
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 851 414	6 851 414	6 544 187
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	714 779	714 779	849 074
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 740 459	1 740 459	1 970 286
Autres infrastructures	11	22 745	22 745	141 720
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	11 520 966	11 520 966	497 739
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		12 033	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	394 539	1 405 052	365 779
Ameublement et équipement de bureau	18	250 870	338 340	210 307
Machinerie, outillage et équipement divers	19	145 534	232 972	558 374
Terrains	20	2 621 852	2 607 586	568 593
Autres	21			
	22	30 215 641	31 606 292	17 289 050

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23	2 183 033	2 183 033	1 931 003
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		207 463	1 546 279
Conduites d'égout	26	1 664 402	1 664 402	2 105 709
Autres infrastructures	27	7 831 078	7 831 078	9 505 267
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	658 409	658 409	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	1 446 639	1 446 639	
Autres infrastructures	32	1 498 319	1 498 319	
Autres immobilisations	33	14 933 761	16 116 949	2 200 792
	34	30 215 641	31 606 292	17 289 050

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	122 705			122 705
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	18 491 891	3 110 967	1 126 249	20 476 609
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	16 806 732	13 848 061	2 052 647	28 602 146
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	35 421 328	16 959 028	3 178 896	49 201 460
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 513 537	190 371	215 890	3 488 018
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 513 537	190 371	215 890	3 488 018
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 513 537	190 371	215 890	3 488 018
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 513 537	190 371	215 890	3 488 018
	19	38 934 865	17 149 399	3 394 786	52 689 478
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	38 934 865	17 149 399	3 394 786	52 689 478

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	46 242 400
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	17 815 130
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	316 111
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	122 705
--	---	---------

Débiteurs	9	2 569 142
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	386 341
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	61 295 453
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	5 146 833
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	66 442 286
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	446 923
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	103 604
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	2 183 543
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	69 176 356
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
--	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	69 176 356
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	811 307	810 001	799 155
Sécurité publique				
Police	4	5 287 393	5 299 278	91 227
Sécurité incendie	5	2 958 014	3 057 569	
Sécurité civile	6			
Autres	7		122 075	
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 884 497	2 676 103	2 371 239
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 190 696	1 190 681	17 515
Matières résiduelles	12	1 224 741	1 097 955	1 132 683
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	14 356 648	14 131 587	4 723 649
				4 394 304

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1	231 680	
Charges sociales	2	49 254	
Biens et services	3	29 934 707	16 205 660
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	30 215 641	16 205 660

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	28,00	32,50	47 539,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	32,50	2 062,00	***	***	***
Cols blancs	3	82,00	32,50	138 371,00	***	***	***
Cols bleus	4	45,00	38,50	90 630,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6				***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	156,00		278 602,00	***	***	***
Élus	9	9,00			375 931	73 948	449 879
	10	165,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		167 400	405 888		573 288
Traitement des eaux usées	14		22 324	54 130		76 454
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	558 728	176 958	465 394		1 201 080
	17	558 728	366 682	925 412		1 850 822

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	399 018	(12 271)
	4	399 018	(12 271)
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	572 697	367 393
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	572 697	367 393
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	47 618	39 206
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	306 034	284 038
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	54 910	51 025
	26	408 562	374 269
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	11 764	
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	11 764	
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 392 041	729 391

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean-Claude Boyer	98 929	15 957
Mario Arsenault	21 906	10 953
Chantale Boudrias	23 206	11 603
André Camirand	23 882	11 601
Gilles Lapierre	24 747	11 741
David Lemelin	22 548	11 274
Mario Perron	21 906	10 953
Sylvain Cazes	23 224	11 612
Johanne Di Cesare	22 767	11 383

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 707 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2	3 X	4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	519 660 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10	11 X
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 X	15
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	227 817 \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17	18 X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 \$

b) Dépenses d'investissement

27 \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29

b) Date d'adoption de la résolution

30

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de
Ville de Saint-Constant

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Brant Thornton S.E. N.C.R.L. 1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby

DATE 2019-05-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	33 450 706
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	15 884
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 022 686
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	133 683
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>30 278 453</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 000 558 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 020 061 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>3 010 310 200</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

	1
--	---

 ,

0	0	5	8
---	---	---	---

 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	25 529 416
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	188 985
Activités de fonctionnement	3	472 916
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	84 318
	9	26 275 635

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 459 346
Égout	11	1 964 160
Traitement des eaux usées	12	2 256 891
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	132 000
Service de la dette	18	1 687 327
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	8 499 724
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	8 499 724
	27	34 775 359

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	394 552
	9	394 552

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	394 552

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	18 539
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	18 539

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	413 091

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets		
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2	/100\$	3						
Taxe foncière générale (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	0,7164 /100\$	6						
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	0,7881 /100\$	9						
Immeubles non résidentiels	10	x	11	1,9162 /100\$	12						
Immeubles industriels	13	x	14	2,4910 /100\$	15						
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100\$	18						
Autres	19	x	20	1,4327 /100\$	21						
Immeubles agricoles	22	x	23	0,7164 /100\$	24						
Total					25	25 529 416	26 ()	27 ()	28	29	25 529 416
Taxes spéciales											
Service de la dette (taux unique)	30	x	31	0,0061 /100\$	32						
Service de la dette (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100\$	35						
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100\$	38						
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100\$	41						
Immeubles industriels	42	x	43	/100\$	44						
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100\$	47						
Autres	48	x	49	/100\$	50						
Immeubles agricoles	51	x	52	/100\$	53						
Total					54	188 985	55 ()	56 ()	57	58	188 985

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 3 074 175 299	x 2 0,0153 /100\$	3 472 916				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 x	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13 x	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x	17 /100\$	18				
Autres	19 x	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 x	23 /100\$	24				
Total			25 472 916	26 (.....)	27 (.....)	28 29	472 916
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 x	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39 x	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42 x	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x	46 /100\$	47				
Autres	48 x	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51 x	52 /100\$	53				
Total			54 55 (.....)	56 (.....)	57 58		
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 x	60 %	61 62 (.....)	63 (.....)	64 65		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 0 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	1 | 8 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	2 | 3 | 8 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Consommation d'eau piscine	40,0000	4	
Consommation d'eau commerce et logement	100,0000	4	
Eau compteur	0,3600	5	Jusqu'à 318m3
Eau compteur	0,9200	5	Excédent de 318m3

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	34 775 359
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
---	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
--	---	--

Déduire

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 200 608
---	---	-----------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	132 000
---	---	---------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
--	---	-------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>31 442 751</u>
---	-----------	--------------------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>3 074 175 299</u>
--	-----------	-----------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	[] [] [] 1 , [0] [2] [2] [8] /100 \$
--	-----------	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 757 750	361 480		395 177	1 251 895	564 234
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	4 757 750	361 480		395 177	1 251 895	564 234

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	18 321 999	538 782		26 191 317
De secteur	10				
Autres	11	84 318			84 318
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 687 327			1 687 327
Autres	13	6 680 397			6 680 397
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	26 774 041	538 782		34 643 359

10

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 <input type="checkbox"/>	414 557 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 <input type="checkbox"/>		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	37 308 580 \$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	3 493 075 \$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 793 312 \$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	1 228 550 \$
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-18

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sophie Laflamme , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-14.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Constant.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Constant consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Constant détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-08 08:23:45

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Constant

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	36 961 831	39 323 592	38 952 585	11 508 990	41 053 637
Investissement	2	2 329 170		4 897 135		4 897 135
	3	39 291 001	39 323 592	43 849 720	11 508 990	45 950 772
Charges	4	38 548 457	36 697 751	42 541 430	11 468 910	44 602 402
Excédent (déficit) de l'exercice	5	742 544	2 625 841	1 308 290	40 080	1 348 370
Moins : revenus d'investissement	6	(2 329 170)	()	(4 897 135)	()	(4 897 135)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 586 626)	2 625 841	(3 588 845)	40 080	(3 548 765)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	5 004 976		5 787 388	690 478	6 477 866
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				24 243	24 243
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 785 386)	(2 627 906)	(2 128 498)	(615 555)	(2 744 053)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(792 069)	(558 500)	(659 112)	(153 103)	(812 215)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 108 394	560 565	1 888 163	253 279	2 141 442
Autres éléments de conciliation	13	27 832		92 585	2 921	95 506
	14	2 563 747	(2 625 841)	4 980 526	202 263	5 182 789
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	977 121		1 391 681	242 343	1 634 024

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2017		2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1			1 797 657	785 235
Débiteurs	2	10 467 724	10 279 651	14 379 900	15 176 604
Placements de portefeuille	3	382 616	369 404	369 404	382 616
Autres	4	42 000	40 800	62 841	42 000
	5	10 892 340	10 689 855	16 609 802	16 386 455
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	846 896	214 468	215 056	
Dettes à long terme	7	32 820 537	45 861 262	52 254 314	38 649 706
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			1 230 064	1 101 472
Autres	9	12 267 835	22 872 152	26 501 257	16 402 745
	10	45 935 268	68 947 882	80 200 691	56 153 923
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(35 042 928)	(58 258 027)	(63 590 889)	(39 767 468)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	132 659 926	157 081 769	171 236 831	146 117 739
Autres	13	610 955	712 505	798 288	745 589
	14	133 270 881	157 794 274	172 035 119	146 863 328
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 750 058	1 707 822	2 212 865	1 950 164
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 315 968	1 373 537	2 120 836	2 200 885
Réserves financières et fonds réservés	17	1 167 969	421 873	544 191	1 329 426
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	) (	316 111 ) (	2 365 468 ) (	2 193 792)
Financement des investissements en cours	19	(8 487 597)	(17 428 789)	(17 217 975)	(8 321 983)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	102 481 555	113 777 915	123 149 781	112 131 160
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	98 227 953	99 536 247	108 444 230	107 095 860

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	23	1 228 550	1 170 981
- Déneigement	24	144 987	144 987
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 373 537	1 315 968
Organismes contrôlés et partenariats	33	747 299	884 917
	34	2 120 836	2 200 885
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	421 873	1 167 969
	36	122 318	161 457
	37	2 665 027	3 530 311

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTLEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	61 295 453
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	69 176 356

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018 Total consolidé	2017 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	122 705	122 705
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	28 602 146	16 806 732
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	20 476 609	18 491 891
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	3 488 018	3 513 537
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	52 689 478	38 934 865

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	32 365 710	33 168 770	33 450 706	33 450 706
Compensations tenant lieu de taxes	12	372 653	363 633	428 026	428 026
Quotes-parts	13				267 556
Transferts	14	246 429	340 523	565 415	928 604
Services rendus	15	750 637	731 446	836 642	1 542 418
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	2 783 353	2 526 904	3 077 628	3 907 351
Autres	17	443 049	2 192 316	594 168	528 976
	18	36 961 831	39 323 592	38 952 585	41 053 637
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	2 268 012		1 285 407	1 285 407
Autres	22	61 158		3 611 728	3 611 728
	23	2 329 170		4 897 135	4 897 135
	24	39 291 001	39 323 592	43 849 720	45 950 772

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Administration générale	1	6 711 848	7 197 685	469 252	7 666 937	7 666 937	7 062 021
Sécurité publique							
Police	2	5 353 365	5 376 287		5 376 287	6 321 521	6 300 274
Sécurité incendie	3	2 958 256	3 057 942		3 057 942	3 057 942	2 728 657
Autres	4	176 750	152 913	1 475	154 388	154 388	151 951
Transport							
Réseau routier	5	3 201 633	3 552 150	2 275 958	5 828 108	5 828 108	4 547 087
Transport collectif	6	2 884 497	2 676 103		2 676 103	3 291 893	3 922 915
Autres	7	2 547 285	2 045 279	31 225	2 076 504	2 076 504	1 970 638
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 916 817	3 427 051	2 304 124	5 731 175	5 995 741	6 181 396
Matières résiduelles	9	1 432 647	1 382 081	1 576	1 383 657	1 383 657	1 342 721
Autres	10	15 977	9 303		9 303	9 303	27 053
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 147 646	904 392	16 434	920 826	920 826	855 145
Promotion et développement économique	13	255 920	265 879		265 879	265 879	350 211
Autres	14						
Loisirs et culture	15	5 109 359	5 314 936	687 344	6 002 280	6 002 280	6 249 738
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	985 751	1 392 041		1 392 041	1 627 423	981 587
Effet net des opérations de restructuration	18						421 473
	19	36 697 751	36 754 042	5 787 388	42 541 430	44 602 402	43 092 867
Amortissement des immobilisations	20		5 787 388	(5 787 388)			
	21	36 697 751	42 541 430	0	42 541 430	44 602 402	43 092 867

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3